

Le « djihad de troisième génération », entre fantasmes médiatiques et réalité stratégique¹

ABSTRACT

Réduite à l'état de symbole identitaire par l'offensive alliée de 2002 en Afghanistan, Al-Qaïda est devenue pendant la décennie 2001-2010 le drapeau de toutes les contestations salafistes violentes contre les gouvernements locaux des pays musulmans et contre l'Occident susceptible de les soutenir.

Soutenue par les pétromonarchies wahhabites et stimulée par la « guerre globale à la terreur » perçue comme une « croisade » américaine contre l'Islam, cette seconde vague de violence islamiste s'est pratiquement éteinte quand il est apparu que les « printemps arabes » s'analysaient en un transfert du pouvoir au profit des fondamentalistes islamiques avec l'approbation tacite ou active des Occidentaux.

L'échec de l'Islam politique, les désordres consécutifs aux révoltes arabes donnent aujourd'hui le signal d'une troisième vague de violences salafistes. Celle-ci est moins à rechercher dans les comportements déviants de quelques psychopathes issus des milieux immigrés d'Occident que dans les zones « grises » du monde musulman, les territoires de non-droit et les États en faillite, conséquences des erreurs stratégiques de l'Occident, de la concurrence entre régimes fondamentalistes islamiques, des pratiques tortueuses de la Confrérie des Frères Musulmans.

Having been reduced to a mere symbolic figurehead by the 2002 allied offensive in Afghanistan, El Qaïda went on to become over the past decade (2001- 2010) the "trademark" of all the violent salafist protests against the governments of the Islamic countries governments and their Western supporters.

Backed up by the Wahhabi oil monarchies and fuelled by the global war on terror seen as a crusade against Islam, this second wave of Islamist violence was practically stopped when it appeared that the "Arab spring" was understood as being everywhere a transfer of power profiting the fundamentalists with the tacit or active consent of the West.

The failure of political Islam and the unrest that followed the Arab upheaval are giving the signal for a third wave of jihadist violence. The origin of this wave is most likely less to be found in the deviant behaviour of a few psychopaths from immigrant backgrounds than in the "grey" areas of the Islamic world, the lawless territories and failed states. All these a result of strategic errors of the West, competition between Islamic fundamentalists regimes and tortuous practices of the Muslim Brotherhood.

¹ Texte publié dans la revue « *Les Cahiers de l'Orient* », n°114, Antoine Sfeir ed., Paris, 03/2014. Reproduction interdite sans autorisation de l'auteur.

Trois vagues successives de terrorisme et de violence politique en relation avec les problématiques du monde arabe et musulman ont profondément marqué les trois dernières décennies du XXe siècle. La première, spectaculairement initiée en 1971 par le détournement multiple d'aéronefs sur l'aéroport de Zarqa en Jordanie, traduisait l'exaspération des organisations politico-militaires palestiniennes face aux impasses du conflit israélo-arabe. Ce dossier étant l'un des abcès de fixation de la confrontation est-ouest, la violence politique des militants palestiniens s'est vite retrouvée inextricablement mêlée aux autres phénomènes du même genre (euroterrorisme, terrorismes sud-américains) qui permettaient aux services de l'Union soviétique d'exercer des pressions stratégiques indirectes sur l'Occident. On sait la part déterminante qu'ont pris dans l'expression de cette violence les mouvements palestiniens marxisants et leurs responsables chrétiens grecs-orthodoxes (Georges Habbache, Nayef Hawatmeh, Wadih Haddad, etc.), traditionnels protégés et instruments de la « Sainte Russie », fût-elle communiste. Cette vague s'est éteinte progressivement dans la confusion et l'amertume au cours de la décennie 80 pendant laquelle elle a été remplacée par des formes de terrorisme d'État qui lui empruntent parfois ses exécutants. Dès le lendemain de la révolution islamique iranienne, l'Iran et la Syrie, bientôt rejoints par la Libye font de la violence terroriste un moyen ordinaire de leurs relations internationales. Pays affaiblis pour des raisons diverses, ayant à ménager une insertion difficile dans des milieux hostiles souvent stimulés par l'Occident, la stratégie du faible au fort que représente l'arme du terrorisme leur permet une défense relativement efficace et leur fournit accès à des dossiers internationaux sans commune mesure avec leur puissance réelle. Ce n'est qu'après en avoir engrangé tous les bénéfices potentiels que ces trois pays renonceront progressivement au début des années 90 à la violence politique pour tenter une réinsertion négociée dans le « concert des Nations ».

Ces deux vagues de violence relativement bien pilotées et contrôlées suivant des schémas d'organisation familiers aux services de sécurité occidentaux laissent place dans la décennie

90 à une forme de violence plus complexe, décentralisée et difficile à appréhender qui est celle du terrorisme islamique. Il s'agit en fait d'une filiation incontrôlée de la politique occidentale de *containment* de l'Union soviétique et de l'Iran. Depuis la fin des années 50 la diplomatie et les services US ont favorisé sur le flanc sud du bloc communiste, donc majoritairement dans l'aire musulmane, l'établissement de régimes autoritaires et conservateurs, voire réactionnaires, et soutenu l'activisme des forces politiques fondamentalistes islamiques – principalement les Frères Musulmans dans le monde arabe et les intégristes déobandis dans le sous-continent indien - supposées faire rempart à l'expansionnisme marxiste. Cette stratégie est entrée en synergie avec les intérêts des pétromonarchies arabes du Golfe qui pensaient y trouver la main d'œuvre nécessaire à asseoir leur légitimité et défendre leurs intérêts en terre d'Islam. La manœuvre a démontré une efficacité certaine face à l'occupation de l'Afghanistan par l'Armée Rouge. Encadrés par les services pakistanais, financés par l'Arabie et armés par les services américains, les Talibans afghans issus des écoles déobandies et les volontaires arabes pour la plupart issus des rangs de la Confrérie des Frères Musulmans ont largement contribué à la faillite matérielle et morale des forces soviétiques entraînant dans son sillage la chute de l'URSS elle-même.

Le problème est qu'après l'évacuation du territoire afghan par l'Armée rouge, personne ne s'est soucié de la reconversion de ces « mercenaires de la guerre froide » livrés à eux-mêmes sans ressources ni directives mais pas sans armes ni sans idées. Les Talibans se sont payés sur la bête en prenant le pouvoir à Kaboul. Les volontaires étrangers sont soit retournés dans leurs pays d'origine auréolés de la gloire du « djihad » soit se sont regroupés sur place dans des zones mal contrôlées, tous remâchant leur rancœur contre l'Arabie et les États-Unis qui les avaient abandonnés. Débute alors, au tournant des années 90, la troisième vague de terrorisme issue du Moyen-Orient. La première guerre du Golfe a amené les troupes américaines sur le territoire saoudien, regroupant ainsi les cibles de la violence djihadiste qui s'exerce d'abord et

avant tout contre des implantation US dans le royaume presque sans discontinuer pendant toute la décennie et frappera une première fois le territoire américain en 1993 lors du premier attentat contre le World Trade Center, puis les ambassades américaines à Nairobi et Dar es-Salam en 1998 et le cuirassé USS Cole en rade d'Aden en 2000. Le mouvement connaît son apogée le 11 septembre 2001 dans les conditions que l'on sait.

Cette offensive des *Jamaa Islamiyyah* (les « groupes islamistes »), dont Al-Qaïda n'est que l'un des innombrables drageons, n'apporte pas novation dans la violence mais se distingue des formes précédentes de terrorisme par la méthode. Qu'on les considère comme une dissidence extrême et violente ou comme le bras armé clandestin de la Confrérie des Frères Musulmans, c'est en tout cas de cette dernière qu'elles empruntent à la fois leurs cadres qui en sont très majoritairement issus, leur mode d'organisation décentralisé et consensuel où chaque individu, chaque sous groupe agit en toute autonomie en fonction de ses capacités, de ses moyens, des opportunités qui se présentent, le seul impératif étant que son action s'inscrive dans la stratégie globale des Frères. Cette originalité tient au fait que la Confrérie, depuis sa création en 1928, n'a jamais disposé de sanctuaire territorial et n'a pu survivre malgré les persécutions qu'au prix des règles du cloisonnement, de la clandestinité et de l'insaisissabilité les plus strictes.

Peu habitués, au sortir de la Guerre froide, à ce type d'affrontement avec un adversaire ectoplasmique cheminant d'un pied dans la légalité et de l'autre dans la transgression, les politiques et les services de sécurité occidentaux ont eu – et, pour certains, ont toujours – beaucoup de mal à en comprendre les mobiles, les objectifs, les ressorts et les tactiques. Cette inaptitude récurrente a conduit aux erreurs d'appréciation les plus funestes et à l'aggravation de la menace. De fait, l'action des *Jamaa* dans les années 90 et au début des années 2000 s'inscrivait parfaitement dans la stratégie des Frères telle que théorisée par Sayyid Qotb dans les années 50. Après la fin de la guerre froide il apparaissait que les Occidentaux seraient sans

doute moins attentifs à la stabilité des régimes des pays arabes, en particulier des régimes militaires et autoritaires. Ainsi s'ouvrait une fenêtre d'opportunité de prise de pouvoir par la Confrérie à condition qu'aucune puissance extérieure – et en particulier les États Unis - n'intervienne ou ne vienne au secours des pouvoirs en place. Et, pour s'en prémunir, il était nécessaire de rendre le monde musulman à la fois haineux vis-à-vis de l'Occident et haïssable par lui au point que personne n'ait envie d'y intervenir. C'était là le sens de la montée en puissance des actes de violence des Jamaa contre les intérêts américains depuis l'attentat de 1993 contre le WTC orchestré par le Cheikh Omar Abderrahmane jusqu'à l'apogée de violence que constituent les attaques du 11 septembre.

Il semble bien aujourd'hui qu'il faut dissocier de ce mouvement les attentats dits islamistes des années 95 en France qui n'avaient aucune des dimensions, des caractéristiques et des connivences du « djihad international » et qui ne se sont jamais exercés ailleurs qu'en France et en Algérie. Outre de douteuses zones d'ombre sur l'identité des auteurs et leurs motivations, ces violences apparaissent étroitement corrélées aux aléas des rapports internes de pouvoir en Algérie et aux vicissitudes des relations franco-algériennes. Malgré leur rattachement purement proclamatoire à une Qaïda de plus en plus ectoplasmique dont ils n'ont jamais servi les intérêts au niveau international, les djihadistes algériens durement éprouvés par la répression se sont repliés sur le sud saharien en une guérilla dégénérée, survivant grâce aux rapines, trafics divers et enlèvements contre rançon.

Quoiqu'il en soit, les attentats du 11 septembre marquent un succès inespéré de la stratégie de rupture avec l'Occident qui est plus dû à la réaction américaine qu'au coup porté lui-même. Au-delà d'une riposte dévastatrice mais légitime sur le sanctuaire djihadiste d'Afghanistan, l'administration Bush va persécuter, avec un acharnement démentiel digne du Capitaine

Achab² poursuivant Moby Dick, tout ce qui dans le monde musulman lui apparaît comme une contestation actuelle ou potentielle de son hyperpuissance offensée. En décrétant une « guerre globale à la terreur » au lieu de combattre les terroristes, en mettant dans un même grand sac Al-Qaïda, les Talibans, l'Irak de Saddam Hussein, les détenus humiliés de Guantanamo et d'Abou Ghraïb, en inscrivant les noms de centaines de milliers de musulmans sur d'aberrantes listes de suspects, en votant les dispositions liberticides du *Patriot Act*, en mettant la planète entière, alliés compris, sous surveillance permanente de ses services de sécurité, l'administration républicaine américaine a fait très exactement ce que voulaient les terroristes. Elle a dressé un mur d'incompréhension et de haine entre le monde musulman et l'Occident, magnifiant l'image d'une Qaïda devenue référence universelle de toute contestation islamique, désignant pour longtemps la « forteresse Amérique » et ses alliés aux coups de tout activiste musulman, quels que soient ses objectifs et ses motivations³.

Pour le salafisme politique, il importait peu que cette victoire ait été acquise au prix du démantèlement de l'organisation d'Oussama Ben Laden-Ayman Zawahiri puisque l'objectif était atteint et que, en tout état de cause, les médias occidentaux en entretenaient le mythe en s'obstinant à voir partout sa signature. Privés de sanctuaire territorial et de chaîne de commandement opérationnel, les survivants d'Al-Qaïda, puis leurs émules sur différents champs d'affrontement de l'islamisme violent reprennent en effet à leur compte la stratégie du « loup solitaire » suggérée par Sayyid Qotb dans les années 50, développée par Saleh Serriyeh dans les années 60 au sein du groupe djihadiste extrémiste « *Takfir wal-Hijra* ». Elle est en tous points semblable à la stratégie théorisée aux États-Unis par William Pierce, l'un des idéologues de la Suprématie Blanche, dans ses *Turner Diaries*, qui consiste, tout en restant

² Voir Michael Brenner, Pr. à l'Université de Pittsburgh (Pa)(http://www.huffingtonpost.com/michael-brenner/americas-moby-dick_b_3670646.html)

³ Alain Chouet, « La guerre contre la terreur est-elle la mère de toutes les guerres ? », note d'analyse pour l'ESISC (European Security Intelligence and Strategy Center, www.esisc.org), Bruxelles, 08/2006.

dans la légalité, à user de toutes possibilités d'influence sur un maximum d'individus psychologiquement fragiles issus de milieux problématiques dans l'espoir que quelques-uns d'entre eux passeront un jour à l'acte, peu importe quand, où et comment, du moment que leur action porte la signature du mouvement et s'inscrit dans sa stratégie générale. Et, le mur de haine entre l'Occident – l'ennemi lointain⁴ - étant solidement installé, la mouvance salafiste violente restructure sa stratégie contre l'ennemi proche que sont les États dont les Frères guignent le pouvoir et la rente, les forces politiques ou religieuses hostiles au salafisme et au wahhabisme – en particulier les chiites – et enfin les pays occidentaux, dont la présence militaire sur le terrain – en particulier en Irak et en Afghanistan – constitue un obstacle à leur progression. Cette stratégie de confrontation armée en terre d'Islam est toujours en cours avec plus ou moins d'intensité et de succès comme on le constate chaque jour en Syrie, en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, sur la bordure sahélienne et ailleurs. La mise en œuvre calculée des « lone wolves » en Occident, telle qu'on a pu l'observer à Madrid en 2004 ou Londres en 2005, s'est en revanche pratiquement éteinte pour des raisons conjoncturelles à partir de 2009-2010.

Car c'est de la même confusion - largement entretenue par des médias réducteurs et à l'origine du déclenchement de la « guerre globale à la terreur » - que procède aujourd'hui le concept d'une « génération 3G » de nouveaux terroristes, parfois même improprement qualifiés de cyberterroristes, solitaires « autoradicalisés » devant leur écran d'ordinateur, qui représenteraient une menace nouvelle et grandissante. Il s'agit là encore une fois d'une erreur de perspective dans l'espace et dans le temps assortie de contre-sens sémantiques. De fait, le concept recouvre deux réalités étrangères l'une à l'autre. On distingue en effet d'une part des militants qui font le choix déterminé de rejoindre des « brigades internationales djihadistes »

⁴ Selon la terminologie particulièrement pertinente élaborée par Gilles Kepel.

dans les principaux théâtres d'affrontement entre les *Jamaa* et leurs « ennemis proches » (Irak, Syrie, Tchétchénie, Sahel). D'autre part on observe en Occident des individus isolés ou en groupes très réduits réunis au hasard des réseaux sociaux, qui passent à la violence dans leur propre milieu au terme de parcours personnels plus ou moins chaotiques. Le fait que les uns et les autres aient trouvé ou conforté leur détermination en s'abreuvant à des sites Internet de propagande salafiste n'en fait pas plus des cyberterroristes qu'un pillier de bijouterie qui a reconnu sa cible sur « *Google maps* ». En second lieu, il faut observer que le phénomène reste extrêmement limité. Quelques centaines de jeunes en Europe, dont quelques dizaines en France ont rejoint les rangs « brigadistes ». Quant aux « loups solitaires autoradicalisés » actifs, ils se comptent en France sur les doigts d'une main et seules deux affaires ont donné lieu à des développements tragiques à Toulouse (Mohammed Merah) et Strasbourg (Jérémy Louis Sidney). Dans un pays qui compte environ 5 millions de musulmans d'origine ou convertis, ces chiffres homéopathiques - (environ 0,000003%) malgré une intense propagande salafiste sur le Web, objet et instrument de fantasmes très prisés des jeunes - invitent tout de même à raison garder.

D'abord, et la notion est importante d'un point de vue sécuritaire, il y a entre le « brigadiste » et le « loup solitaire » tout l'espace épistémologique qui sépare le combattant – peu importe ici que son combat soit ou non respectable et légitime – du terroriste qui frappe nécessairement des innocents puisque c'est l'innocence des victimes qui fonde l'acte terroriste. De plus, si les « brigadistes » issus d'Occident, quelles que soient leurs motivations souvent plus « romantiques » qu'idéologiques⁵, entrent dans la stratégie actuelle de confrontations locales des *Jamaa*, qui favorisent parfois leur acheminement sur le terrain et leur insertion locale dans les groupes combattants, les « loups solitaires » ne paraissent plus

⁵ Voir l'interview du sociologue spécialiste du salafisme Samir Amghar, qui explique en partie ce phénomène par un certain « romantisme du djihad ». (<http://www.lopinion.fr/30-juillet-2013/il-y-a-romantisme-djihad-2522>, consulté le 14/08/2013).

depuis plusieurs années correspondre à un instrument tactique de la subversion salafiste, comme en attestent leur nombre extrêmement réduit et leurs parcours incertains. Mais, outre le fait qu'ils ont été très peu nombreux depuis cinq ans, ils se caractérisent tous, au-delà de quelques clichés, par une grande méconnaissance de l'islam et du djihadisme. Ils n'ont pas eux-mêmes inscrit leurs actions dans une démarche collective plus globale et, au-delà d'un « service minimum », n'ont pas été reconnus comme utiles ou exemplaires par les idéologues du salafisme politique.

C'est que depuis 2010 ce type d'acte ne sert plus la « cause » et même lui nuit. La stratégie du « loup solitaire » a eu tout son sens entre 2002 et 2009, quand il s'agissait pour Al-Qaïda et les Jamaa d'exister au plan international malgré la débâcle de l'organisation consécutive à l'intervention alliée en Afghanistan. S'appropriier médiatiquement les violences politiques commises dans le monde par des musulmans isolés, offrir gracieusement leur parrainage moral à des groupes djihadistes locaux permettait à la mouvance salafiste internationale de valoriser les mythes issus du 11 septembre, de magnifier les peurs de l'Occident et d'accentuer le fossé entre la terre d'Islam et le reste du monde. Mais quand il apparaît à partir de 2010 que, suite aux recommandations de nombreux *think-tanks* américains, l'Occident n'a nullement l'intention de protéger les régimes arabes des appétits des islamistes mais est, bien au contraire, prêt à leur offrir le pouvoir sur un plateau, la donne change du tout au tout. Dès le milieu de la décennie 2000, des chercheurs néoconservateurs⁶ des deux côtés de l'Atlantique recommandent de confier l'encadrement et la gestion des sociétés musulmanes à la Confrérie des Frères Musulmans. Ceux-ci seraient des sortes de démocrates-chrétiens à la sauce musulmane, aimablement conservateurs et néo-libéraux, acquis à l'économie de marché mondialisée et susceptibles de constituer un utile rempart contre les dérives violentes du

⁶ Joshua Stacher, Samer Shehata, « *Hear out the Muslim Brotherhood* », International Herald Tribune, 26 mars 2007, et surtout « *The moderate Muslim Brotherhood* » de Robert Leiken et Steven Brook in Foreign Affairs, Vol. 86, N°2, 04/2007. Les auteurs appartiennent au « Nixon Center », think tank néo-conservateur.

salafisme. C'est évidemment ignorer ou dissimuler le fait que tous les ténors de la violence djihadiste – du vieux Cheikh Omar Abderrahmane⁷ à Ayman Zawahiri⁸ en passant par Youssef Qardhawi⁹, Khaled Cheikh Muhammad¹⁰, Abou Moussaab al-Zarqawi¹¹, Abou Qoutada al-Filistini¹², Abou Hamza al-Masri¹³, Omar Bakri Muhammad¹⁴, Abdalmajid al-Zindani¹⁵ et tant d'autres – sont issus de la Confrérie dont ils constituent de fait le bras armé. Cela n'empêche pas l'administration américaine, le Département d'État, le Pentagone et les services de sécurité américains ainsi que nombre de correspondants européens au sein des instances de Bruxelles d'adopter ce concept et d'en tirer leurs lignes de conduite lors des « printemps arabes » de 2011.

Les tenants de l'islamisme politique ne sont pas des fous de Dieu. Les Frères Musulmans se sont toujours distingués par leur pragmatisme et leur opportunisme¹⁶ qui leur ont permis de survivre à près d'un siècle de répression. Ce n'est évidemment pas au moment où, sans doute à leur grande surprise, l'Occident leur concédait l'accession au pouvoir qu'ils allaient gâcher leur chance par des violences inconsidérées susceptibles de déconstruire le raisonnement des partisans du soutien à leur apporter. S'ils accentuent leur pression combattante en terre d'islam face aux régimes qui leur résistent (Irak, Syrie, Yémen, Afghanistan, Libye, Mali, etc.), on constate que la menace terroriste aux États-Unis et en Europe atteint un niveau d'étiage à partir de 2010. Et, de fait, dans la galaxie djihadiste, seul l'Américano-yéménite

⁷ Frère d'Égypte, concepteur et commanditaire de l'attentat de 1993 contre le World Trade Center.

⁸ Frère d'Égypte, fondateur du Jihad Islamique en Égypte, idéologue d'Al-Qaïda dont il est devenu le chef après la mort de Ben Laden.

⁹ Frère d'Égypte établi à Doha. Principal prêcheur mondial du djihadisme sur la chaîne Al-Jazeera.

¹⁰ Frère pakistanais, chef des opérations d'Al-Qaïda en 2001.

¹¹ Frère jordanien, chef autoproclamé d'Al-Qaïda en Irak de 2003 à 2006.

¹² Frère jordanien établi à Londres avant son expulsion en 2012, considéré comme le représentant d'Al-Qaïda en Europe.

¹³ Frère d'Égypte, principal prêcheur djihadiste de la mosquée de Finsbury Park à Londres.

¹⁴ Frère syrien, prédicateur djihadiste à la mosquée de Four Feathers à Londres. Principal relais et soutien des GIA algériens dans les années 90, puis des volontaires maghrébins pour le djihad après le 11/09.

¹⁵ Frère yéménite, inspirateur et commanditaire d'Anouar al-Awlaqi, chef autoproclamé d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique.

¹⁶ Alain Chouet : « *L'Association des Frères Musulmans, chronique d'une barbarie annoncée* », note d'analyse pour l'ESISC (European Security Intelligence and Strategy Center), Bruxelles, 03/2006

Anouar al-Awlaqi continuera d'essayer depuis son refuge du Hadramaout où il s'autoproclame « Al-Qaïda en péninsule arabique » et au travers de son journal électronique « Inspire » de mener une guerre personnelle contre les États-Unis en essayant de recruter des militants de toutes nationalités, y compris certains membres de son proche entourage, pour mener des actions qui échoueront toutes lamentablement mais alimenteront l'aura médiatique de son organisation devenue aujourd'hui un pôle d'attraction du djihadisme international. Il sera finalement abattu par un tir de drone américain le 30 septembre 2011. C'est cette décre qui permet à Xavier Raufer d'observer à juste titre que : « Lors de son ultime mobilisation, toute guerre idéologique racle fatalement les fonds de tiroir... Les djihadis (en Europe) sont des voyous à la dérive, des sanguinaires déséquilibrés, voire des maniaques se croyant djihadis comme jadis...les fous se prenaient pour Napoléon »¹⁷

Dans ce contexte, les Mohammed Merah et Jérémy Sidney en France ou les frères Tsarnaev à Boston n'ont pas leur place dans le monde djihadiste mais plutôt dans celui des déséquilibrés sanguinaires. Ce n'est pas parce que les uns et les autres ont reçu l'appui de quelques membres de leur famille, qu'ils ont bénéficié de la complicité d'amis ignorants de leurs intentions réelles ni parce qu'il ont suscité l'enthousiasme d'une centaine de « *followers* » sur les réseaux sociaux que cela fait d'eux des membres à part entière d'une quelconque internationale djihadiste à la stratégie définie. Ils se sont procuré armes ou explosifs aux mêmes endroits et selon les mêmes méthodes que n'importe quel voyou des quartiers sensibles. Ils ont à l'évidence nourri leurs fantasmes par la fréquentation de ces innombrables lieux de rencontres virtuelles que fournit le réseau Internet. Mais il n'ont reçu ni ordres, ni consignes, ni formation particulière. D'ailleurs, il n'y a pas besoin de formation particulière pour révolvérer des passants ou des petits enfants dans les rues d'une ville française, ou – au

¹⁷ Xavier Raufer, « Terrorisme : il suffit d'ouvrir les yeux », in Le Nouvel Économiste, n° 1672, 19/07/2013, Paris.

risque de sa propre vie – pour fabriquer un engin explosif artisanal à déposer au milieu d’une manifestation populaire.

Il y a sans doute eu des erreurs dans l’appréciation et le traitement de la dangerosité de Mohammed Merah, Jérémy Sidney ou des frères Tsarnaev. Mais leur dangerosité ne se rattachait que très indirectement au djihadisme international. Leur action n’a été mandatée par personne et ne s’inscrivait dans aucune stratégie de groupe. Elle n’a bénéficié directement ou indirectement à aucune « cause ». Leur violence relevait de la psychiatrie, d’un syndrome d’amok et n’est assimilée au terrorisme que parce qu’ils sont musulmans. Mais leur parcours et leur démarche sont en tous points comparables à ceux d’un Anders Breivik en Norvège, d’un Timothy McVeigh à Oklahoma City, ou des tueurs fous de Colombine au sujet desquels personne n’a jamais songé à évoquer un quelconque phénomène de terrorisme international. Comme tous les psychopathes, les uns et les autres avaient besoin de donner une certaine rationalité à leurs délires. Merah ou les frères Tsarnaev sont allés la chercher dans leur fonds culturel personnel et familial lié aux flamboyances de la violence djihadiste, comme Anders Breivik est allé la chercher dans le vieux fonds culturel nazi et McVeigh dans celui du Ku Klux Klan. Il existe sans doute dans notre pays et en Occident en général quelques centaines de jeunes gens *borderline* prêts à passer à la violence aveugle au hasard d’une situation tendue ou de rencontres malheureuses dans leur vie personnelle. Ce type de dérive est à l’évidence d’une extrême gravité et requiert toute l’attention de nos sociétés. Récemment particulièrement bien étudiée par deux chercheurs français¹⁸, elle relève beaucoup plus de nos problématiques éducatives, culturelles, sécuritaires, politiques et sociales internes que d’une menace d’irréductible affrontement idéologique. Ce n’est pas l’une des moindres victoires du salafisme politique violent que de parvenir à faire croire le contraire.

¹⁸ « Tueurs de masse, un nouveau type de tueur est né. », Olivier Hassid et Julien Marcel. Editions Eyrolles, Septembre 2012, Paris.

L'aveuglement collectif de nos médias et de certains de nos politiques face à ce phénomène n'aurait qu'un caractère anecdotique si ces dérives individuelles n'étaient pas l'arbre qui cache la forêt d'un danger émergent beaucoup plus grave auquel il convient de se préparer car, comme le note Bruce Riedel, l'échec des « printemps arabes » joint aux errements politiques et aux échecs opérationnels des Occidentaux dans la lutte contre la violence islamique ont toutes les chances de susciter une résurrection du phénomène « Al-Qaïda » pour de nombreuses années à venir¹⁹. Habiles, par l'utilisation des fonds alloués par les théocraties pétrolières, à occuper de façon démagogique les créneaux sociaux et sanitaires abandonnés par les pouvoirs autoritaires, les islamistes politiques le sont beaucoup moins à contrôler et gérer des États en difficulté. Les manquements à leurs engagements et obligations, leur incurie et la rapacité de leur gestion suscitent l'exaspération et la réaction des peuples « conquis » en Égypte, en Tunisie et en Libye. Les débordements de violence des bandes salafistes provoquent la résistance des minorités en Syrie, en Irak, au Yémen et jusqu'au Pakistan. Moins de dix-huit mois après son instauration, « l'ordre islamique » prôné par les néo-conservateurs occidentaux et soutenu par les pétromonarchies est au bord de l'implosion. Il est d'autant plus fragilisé que le coup d'État « feutré » survenu fin juin au Qatar recentre les activités de l'Émirat sur les investissements financiers productifs et délaisse le soutien inconditionnel offert depuis les années 2000 par l'Émir déchu et son activiste premier ministre, Hamad Ben Jassem, à la subversion salafiste dans l'ensemble du monde islamique. Pour autant, les Frères Musulmans et leurs nervis salafistes ne se résoudront pas à abandonner un pouvoir convoité pendant près d'un siècle. Comme ils l'ont toujours fait quand ils perdent pied, ils répondront à la contestation par la violence. Mais pas à la manière évidente des dictateurs en utilisant l'armée et la police, instruments régaliens de la violence

¹⁹ Bruce Riedel, directeur de recherche à la Brookings Institution et conseiller à la Maison Blanche, « The coming of Al-Qaeda 3.0 », 08/08/2013, (<http://www.brookings.edu/research/opinions/2013/08/06-new-terror-generation-al-qaeda-version-3-riedel> , consulté le 18/08/2013)

institutionnelle. Ils y répondront à leur manière par les assassinats politiques comme en Tunisie, par les lynchages et les viols comme en Égypte, par les règlements de comptes sanglants comme en Libye, par les voitures piégées comme en Irak. Autant d'actions subversives et d'entretien d'une insécurité permanente que l'on ne manquera pas d'attribuer à des mains étrangères, impies et mal intentionnées qu'ils prétendront être les seuls à pouvoir couper. À ce petit jeu, les Occidentaux ont toutes les chances de se voir désigner comme l'ennemi surtout s'ils ont la mauvaise idée de ne plus soutenir, ou au moins de ne plus tolérer les Frères. Début août 2013, Ayman Zawahiri, idéologue et chef de la fantasmagorie Qaïda, n'a pas manqué de voler au secours des Frères d'Égypte et d'appeler au djihad en accusant pêle-mêle « l'armée égyptienne, les États-Unis, les Croisés, les chrétiens coptes et les laïques » d'avoir comploté à la chute du Président Morsi.

Peu importe que Zawahiri ne dispose plus depuis longtemps d'aucune capacité opérationnelle dans son refuge pakistanais. L'inepte « guerre globale à la terreur » et l'invocation incantatoire d'al-Qaïda par les médias occidentaux pendant dix ans ont fourni aux quelques cadres survivants de la défunte organisation l'aura et la capacité d'influence nécessaires à mobiliser et stimuler les militants djihadistes imprudemment lâchés dans l'ensemble de l'aire musulmane par les pétromonarchies et parfois soutenus par l'Occident contre les régimes autoritaires nationalistes et les minorités chiites. Le danger est que les zones grises pakistano-afghanes où avait pu se développer le salafisme violent à l'ombre du régime des Talibans dans les années 90 se sont étendues et multipliées depuis 2002. Comme le constate Bruce Riedel²⁰, la zone centrale de l'Irak, le nord et l'est de la Syrie, le nord du Liban et une partie de la Bekaa sont passés sous contrôle des bandes armées djihadistes avec l'appui militaire et financier ouvertement revendiqué des services de renseignement séoudiens. Mais il en va de même des zones tribales pakistano-afghanes et sans doute demain de l'ensemble du territoire

²⁰ (<http://www.thedailybeast.com/articles/2013/07/26/al-qaeda-is-back.html> , consulté le 05/08/2013), Bruce Riedel, « Al-Qaïda is back », Newsweek, 26/07/2013.

afghan après le retrait en 2014 des troupes américaines et le retour politique annoncé des Talibans. De même aussi de larges portions du sud Yémen, de Somalie, du sud de la Libye, du nord du Nigéria, et sans doute quelques zones de la bordure sahélienne où des djihadistes qui avaient tenté de prendre le contrôle du territoire malien attendent le départ des troupes françaises pour faire leur retour.

Ces combattants frustrés de victoire politique et militaire présentent très exactement le même profil que les « Arabes afghans » et autres volontaires internationaux des années 90 peu à peu abandonnés par leurs sponsors politiques et financiers. Leur agressivité est décuplée par dix ans d'affrontements incessants avec l'Occident et les régimes « impies ». Et, parmi eux, les « brigadistes » déçus d'origine européenne constitueront la main d'œuvre criminelle idéale pour essayer de permettre aux Frères Musulmans et à leurs *Jamaa Islamiyyah* de surmonter leurs échecs de gouvernance, d'imposer par la violence leur ordre dans des pays où les interventions politiques et militaires occidentales plus ou moins avisées ont brisé tous les cadres politiques, économiques et sociétaux, d'exporter la violence terroriste au sein même des sociétés d'Europe et d'Amérique du Nord afin de dissuader l'Occident d'intervenir une fois de plus en terre d'Islam parce que le prix en sera jugé trop lourd par nos sociétés après dix années d'erreurs stratégiques manifestes, d'échecs cuisants, de contre-performances piteuses. C'est dans ces zones de non-droit du monde musulman qu'est en train d'éclorre à grande échelle ce qu'il est improprement convenu d'appeler la « troisième génération » du terrorisme islamique, laquelle ne manquera évidemment pas d'exploiter nos propres faiblesses, nos propres zones de non-droit, nos incapacités à intégrer les différences et à assurer notre ordre public, notre propension à considérer tout musulman comme un terroriste en puissance.

Alain Chouet, août 2013

Orientations bibliographiques

- Alain BAUER et Xavier RAUFER, *La guerre ne fait que commencer*, Gallimard, Paris, 2003
- Alain BAUER et Xavier RAUFER, *L'énigme al-Qaïda*, J-C. Lattès, Paris, 2005
- Jason BURKE, *Al Qaïda, la véritable histoire de l'islam radical*, La Découverte, Paris, 2005
- Olivier CARRE et Gérard MICHAUD, *Les Frères Musulmans*, Gallimard, Paris, 1983
- Alain CHOUET *Au cœur des services spéciaux : la menace islamiste, fausses pistes et vrais dangers*, La Découverte., Paris, 2013
- Alain CHOUET, **Le terrorisme, mal du siècle ou art renouvelé de la guerre**, in « *Pour une stratégie globale de sécurité nationale* », ouvrage collectif, Nicolas Arpagian dir., Collection Présage, Dalloz, Paris, 2008.
- COLLECTIF, *Atlas de l'Islam radical*, Raufer éd., CNRS, Paris, 2007
- COLLECTIF, *Où en est Al-Qaïda ?*, in Actes du colloque « *Le moyen orient à l'heure nucléaire* », éditions du Sénat, 01/2010, Paris.
- Jean Pierre FILIU, *Les neuf vies d'Al-Qaïda*, Fayard, Paris, 2009
- Ian HAMEL, *L'énigme Oussama Ben Laden*, Payot, Paris, 2008
- Ian HAMEL, *La vérité sur Tariq Ramadan*, Favre, Lausanne, 2007
- Gilles KEPPEL, *Les banlieues de l'Islam*, Seuil, Paris, 1991
- Farhad KHOSROKAVAR, *Les nouveaux martyrs d'Allah*, Flammarion, Paris, 2002
- Xavier RAUFER, *Dictionnaire technique et critique des nouvelles menaces*, PUF, Paris, 1998.
- Jonathan RANDAL, *Ousama, la fabrication d'un terroriste*, Albin Michel, Paris, 2004
- Ahmed ROUADJIA, *Les Frères et la Mosquée*, Karthala, Paris, 1990
- Olivier ROY, *L'échec de l'Islam politique*, Le Seuil, Paris, 1992
- Olivier ROY, *Le Croissant et le Chaos*, Hachette, Paris, 2007
- Marc SAGEMAN, *Le vrai visage du terrorisme*, Denoël, Paris, 2005
- Antoine SFEIR, *Les réseaux d'Allah*, Plon, Paris, 1997